

Hommage aux résistants communistes reposant au cimetière de Lille-Sud

8 mai, commémoration de la victoire sur le nazisme et fin de la Seconde Guerre mondiale



Avant-propos

La Résistance mena de nombreuses actions pendant les quatre années de guerre et d'occupation de la Seconde Guerre mondiale, durant lesquelles les militantes et militants communistes occupèrent une place importante, à Lille et dans toute la France. Ces femmes et ces hommes sont nombreux et méritent toute leur place dans le récit de cet épisode majeur de notre histoire contemporaine. La section PCF de Lille leur rend hommage à travers des initiatives toute l'année.

A l'occasion des 80 ans de la Libération de Lille, le 3 septembre 2024, la section PCF de Lille a rendu hommage à René Denys, devant la plaque commémorative qui se trouve au niveau du 44 rue des Postes. Cette mobilisation a permis d'interpeller la ville pour réaliser une nouvelle plaque commémorative, plus détaillée et visible de l'espace public.

Le 8 mai au matin, journée de commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous nous retrouvons chaque année au cimetière de Lille-Sud pour rendre hommage aux camarades qui y sont enterrés, dont le parcours est détaillé dans ce livret.

Le 27 mai, journée nationale de la Résistance, les communistes s'associent à la cérémonie officielle devant la Noble Tour ainsi qu'à l'hommage aux fusillés de l'usine de Fives devant le monument dédié devant la Bourse du Travail.

Nous travaillons à collecter les archives, journaux, photographies et témoignages. Toute contribution est bienvenue !

Contactez-nous par courriel : contact@lille.pcf.fr

Brève histoire de la Résistance et de la Libération de Lille

A l'annonce de la capitulation en juin 1940 par le maréchal Pétain, la Résistance s'organise progressivement sur le territoire et à l'étranger pour retrouver l'indépendance nationale et rétablir la démocratie.

Sous l'autorité du commandement militaire allemand basé à Bruxelles, le nord de la France devient une « zone interdite » rattachée administrativement à la Belgique et séparée du reste du pays par une ligne de démarcation établie sur la Somme.

Les années 1940 et 1941 voient les militant·es communistes travailler patiemment à reconstruire des liens syndicaux et politiques pour rassembler les travailleurs et les familles. Leur parti est interdit depuis 1939, ils mènent un travail clandestin d'un infini danger quotidien. Les nazis ne s'y trompent pas qui, avec la police vichyste, les traquent, les prennent comme otages, les déportent ou les fusillent.

Les industries et les mines sont réquisitionnées par l'occupant nazi. Les conditions de travail et de vie des travailleuses et travailleurs se dégradent d'autant plus fortement que toute action revendicative est interdite. Des grèves s'organisent néanmoins.

C'est le cas dans le bassin minier où la grande grève des mineurs en mai et juin 1941, soutenue par des marches réunissant des centaines de femmes, constitua un acte de résistance majeur, privant la machine de guerre allemande de près de 500 000 tonnes de charbon. La répression fut féroce, quelque 500 grévistes furent arrêtés et 270 d'entre eux déportés en Allemagne. La moitié ne survivra pas.

A Lille, l'usine de Fives fut saisie dès mai 1940, notamment pour la fabrication et la réparation de matériel ferroviaire. La résistance s'y exprima en permanence sous des formes diverses allant jusqu'aux sabotages. Près de 200 membres du personnel furent interpellés pour avoir protesté contre la venue dans l'usine du représentant de Vichy, François Lehideux, en mars 1942. Au total, 26 salariés de l'usine moururent en déportation ou fusillés.

Entre les 15 et 26 septembre 1941, 20 premiers otages furent exécutés dans l'enceinte de la Citadelle de Lille, pratiquement tous communistes. En se pendant dans leur cellule de la prison de Loos, 5 autres détenus préférèrent se donner la mort plutôt que la laisser à l'ennemi. Des dizaines d'autres exécutions eurent lieu dans les mois suivants aux forts du Vert-Galant à Wambrechies et de Bondues.

Fin août 1944, l'armée allemande bat en retraite. Le jour même où commence la libération de la métropole lilloise, un train de 871 prisonniers, principalement des politiques et des résistants issus des prisons de Loos et de Cuincy, partit de Tourcoing pour les camps de la mort de l'Allemagne. Ils seront seulement 275 à retrouver leur famille. La Libération de Lille s'opère à partir du 1er septembre 1944. Les résistants libèrent la Citadelle puis investissent la préfecture, les sièges allemands, l'hôtel de ville. Le 3 septembre 1944, Lille est libre.

Un canon pris par les résistants place Sébastopol à Lille septembre 1943. REPRO « LA VOIX »



Fleurissement des tombes du cimetière de Lille-Sud le 8 mai

Chaque année, le matin du 8 mai, jour de commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous nous rassemblons au cimetière de Lille-Sud pour rendre hommage à nos camarades reposant en ces lieux.

Leurs parcours respectifs, que ce livret retrace, sont ceux de Marcel Bouderiez, René Denys, René Douce, Octave Lamand, Roland Leclabart, Roger Miellet et Émile Verzele.



Photo début années 1960 ; 8 mai au cimetière Lille-Sud avec notamment de gauche à droite : Michel Defrance, Albert De Bosschère, Léon Lesschaeve, Jean Mercier, Henriette Defrance, Roland Delacroix, René Gamelin, Lionel Lesschaeve, Martha Desrumaux

Marcel Bouderiez

Né le 28 janvier 1899 à Lille, fusillé le 14 décembre 1943 à Bondues ; employé dans une usine de Fives-Lille

Marcel Bouderiez était un dessinateur industriel chez Fives Cail. De 1936 à 1939, il occupa le poste de secrétaire du syndicat CGT des techniciens et employés de la région lilloise. Membre du Parti communiste, il fut affecté à une compagnie disciplinaire lors de la mobilisation de septembre 1939.

Démobilisé en juin 1940, il entra en clandestinité, où il s'occupa de l'impression des tracts du PCF clandestin et des FTP sous le pseudonyme de Fernand, aux côtés de Louis Lallemand.

En octobre 1940, il forma avec six ouvriers de l'usine un "Comité de Défense" agissant comme syndicat clandestin. Ce comité organisa, en 1941, la diffusion de tracts incitant à des arrêts de travail de quelques minutes pour soutenir les revendications des ouvriers puis à des grèves de 30 minutes à une heure pour obtenir la prime de "Zone Rouge" après les premiers bombardements de l'usine.



En 1943, il participa à la création d'un Comité départemental de la Résistance (CDR), qui lança un "Appel aux patriotes du Nord".

Arrêté le 14 septembre 1943 en même temps que Georges Smets, dirigeant départemental du PCF, avec qui il avait rendez-vous, Marcel Bouderiez ne put participer à la réunion constitutive du Comité départemental de Libération du Nord (CDL Nord) à Lille, le 6 novembre 1943.

Condamné à mort par un tribunal militaire allemand, il fut fusillé à Bondues le 14 décembre 1943.

En reconnaissance de son engagement, il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume en 1958. Aujourd'hui, une rue porte son nom à Fives, à Lille, ainsi qu'à Villeneuve-d'Ascq.

René Denys

Né le 27 mai 1922 à Lille, assassiné le 16 février 1942 à Bruay-sur-Escaut ; dirigeant régional des Jeunesses communistes ; résistant de l'Organisation spéciale de combat (OSC).

René Denys vécut rue des Postes à Lille et connut très jeune, avec son père, une vie militante. Dès seize ans, il devint militant actif des Jeunesses communistes.

Dès le début de la guerre, il entra en contact avec Martha Desrumaux pour aider à faire reparaître clandestinement *L'Enchaîné* et se vit confier la mission de former des groupes de résistance dans le département du Nord avec des militants de la Jeunesse communiste.

Il prit alors le pseudonyme de "Max" et entreprit la récupération d'armes, avec notamment Roger Miellet et Gilberte Renard. Il participa ensuite activement à la lutte armée.

Le 14 juillet 1940, le drapeau rouge flotte sur le terroir de Fenain, la faucille et le marteau sont badigeonnés, avec le mot d'ordre "nous vaincrons" signé "Max".

Recherché dans la région lilloise, il participa, dans le Valenciennais, à de



Arch. Dép. Nord, BIMO LILLE

nombreux sabotages, puis il reçut la responsabilité de reconstituer des groupes armés dans le secteur de Denain-Escaudain.

Dans la nuit du 15 au 16 octobre avec Eusebio Ferrari et Tadeusz Cichy (dit Jean Pawlowski), il dynamita un pylône d'une ligne à haute tension alimentant les usines de la banlieue de Lille.

Attirés dans un guet-apens tendu par le commissaire Rigal, chef de la brigade spéciale chargée de la répression des "menées terroristes", les trois jeunes résistants furent victimes d'une terrible chasse à l'homme qui les fit tomber le 16 février 1942 sous les balles de la police de Vichy.

En 1946, René Denys fut promu au grade de chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume.

René Douce

Né le 17 mars 1906 à Lille, mort le 15 février 1960 ; cheminot électricien ; président du Comité de secours aux Juifs

René Douce, électricien à la SNCF aux ateliers de Fives, est engagé dès 1940 dans le mouvement Voix du Nord. Lors de la grande rafle qui toucha les communautés juives du Nord de la France le 11 septembre 1942, il participe au sauvetage de nombreux détenus en gare de Saint-Sauveur. Cette action empêche leur déportation vers les camps d'extermination.

Il assure la présidence du Comité de secours aux Juifs pendant près d'un an. Le comité fournit des refuges sûrs, des faux papiers, des titres de ravitaillement et d'autres aides grâce à la complicité de plusieurs personnalités locales.

Le 5 décembre 1942, il fut arrêté pour "activité communiste" et incarcéré. Il subit la torture et finit par avouer son engagement dans la Résistance en tant que membre du Parti communiste clandestin et responsable des cellules de Fives et Moulins.

Il est condamné à trois ans de prison et incarcéré à Eysses, dans le Lot-et-Garonne. En février 1944, il participe à la mutinerie de la prison.



Après la répression du soulèvement, il est déporté à Dachau le 30 mai 1944. Libéré le 15 mai 1945, il regagne Lille quelques jours plus tard, où son engagement fut largement reconnu, notamment par la Fédération des Sociétés Juives de France et la SNCF. Cependant, malgré ces témoignages et sa participation active au sauvetage des Juifs, sa demande de reconnaissance comme "déporté résistant" fut rejetée par le ministère des Anciens combattants en raison de son affiliation communiste. Classé comme "déporté politique", René Douce ne reçut jamais la reconnaissance nationale pour son rôle dans la Résistance.

Il décède le 15 février 1960. Le 16 mars 2025 à la Préfecture du Nord, René Douce a reçu, à titre posthume, la médaille de "Juste parmi les Nations".

Octave Lamand

Né le 10 décembre 1898 à Lille, fusillé comme otage le 15 décembre 1941 à Caen (Calvados) ; miroitier, menuisier.

Né en 1902 à Wazemmes, conscrit en 1918 à Lille, Octave Lamand exerça d'abord le métier de miroitier avant de devenir menuisier à Boulogne-Billancourt. Il résidait à Paris lorsqu'il fut arrêté à son domicile par la police française, accusé de propagande communiste, pour avoir diffusé des tracts clandestins et des mots d'ordre.

Condamné à 15 ans de travaux forcés par la Section spéciale près de la cour d'appel de Paris le 27 août 1941, il fut incarcéré à la prison de Fresnes avant d'être transféré à la maison centrale de Caen.

Le 13 décembre 1941, il fut désigné par les autorités allemandes pour être fusillé avec 94 autres otages de la zone nord. Malgré une tentative de sa femme pour obtenir sa libération, Octave Lamand fut exécuté le 15 décembre 1941 par un peloton d'exécution allemand, aux côtés de douze autres camarades, dont Lucien Sampaix.

Roland Leclabart

Né le 27 janvier 1904 à Péronne (Somme), fusillé le 23 janvier 1942 à Grand-Quevilly (Seine-Maritime) ; électricien en automobile.

Roland Leclabart, originaire de Lille, militait à Rouen.

Dès les premiers mois de l'Occupation, il s'impliqua dans l'action communiste clandestine, en distribuant des tracts édités par le Parti communiste.

Il participa activement à des actions de sabotage, notamment dans son garage automobile, où il sabordait des camions allemands.

Il fut arrêté le 27 novembre 1941 au domicile de l'institutrice Lucie Guérin. Cette arrestation fut l'aboutissement d'une opération contre plusieurs résistants rouennais.

Roland Leclabart fut jugé en conseil de guerre allemand le 17 janvier 1942 et condamné à mort pour la possession de matériel de propagande et d'armes chez lui.

Il fut exécuté par un peloton d'exécution le 23 janvier 1942 à Grand-Quevilly, à l'âge de 37 ans.



Roger Miellet

Né le 1er janvier 1921 à Lille, mort le 19 janvier 1944 à Fresnes-sur-Escaut, abattu par des gendarmes ; mécanicien.

Roger Miellet vivait dans le quartier populaire de Wazemmes à Lille. Ami de René Denys, il s'engagea avec lui aux Jeunesses communistes. Dès le début de 1940, il entra en contact avec Martha Desrumaux et se rendit peu après en région parisienne, où des groupes de l'Organisation Spéciale (OS) se mettaient en place. Cependant, c'est dans le Nord qu'il s'investit très tôt dans la clandestinité.

Aux côtés de René Denys, Eusebio Ferrari et Floris Lehembre, il réalisa de nombreuses missions, telles que la récupération d'armes et le sabotage d'infrastructures industrielles.

Sous de fausses identités, il changeait

fréquemment d'emploi en fonction des missions qui lui étaient attribuées. Il intervint notamment dans le Douaisis, la région minière et le Valenciennais, aux côtés d'Albert Decrock.

Le 22 septembre 1942, il fut arrêté et emprisonné à la prison de Loos. Il fut ensuite soumis à "l'internement administratif" au camp d'Écrouves avant d'être transféré au camp de Watten à Eperlecques.

Il s'évada en juillet 1943 et trouva refuge à Wattignies, dans un modeste abri offert par une fermière à plusieurs FTP.

Le 19 janvier 1944, il fut surpris par deux gendarmes de Vichy, qui le blessèrent mortellement. Il fut d'abord enterré à Valenciennes sous le nom de Roger Gallet. Ce n'est qu'en 1945 que sa véritable identité fut retrouvée, et la mention "mort pour la France" lui fut attribuée.

Émile Verzele

Militant de la cellule communiste de Lille-Sud, il prend part aux combats de la Libération de Lille. C'est au cours de ces affrontements qu'il trouve la mort, à l'âge de 32 ans.

Son engagement s'inscrit dans l'histoire de la Libération du Nord et dans la mémoire militante de la Résistance locale.

Martha Desrumaux, figure de la Résistance à Lille

Née le 18 octobre 1897 à Comines (Nord), morte le 30 novembre 1982 à Événos (Var)

Martha Desrumaux a joué un rôle déterminant dans l'histoire du mouvement ouvrier et communiste. Bien qu'elle ne repose pas au cimetière Lille-Sud, nous avons souhaité retracer son parcours à Lille.

Issue d'une famille nombreuse et modeste, elle connut une enfance difficile marquée par la pauvreté. Dès son plus jeune âge, Martha fut contrainte de travailler, notamment à la distillerie de Comines. C'est ainsi qu'elle entra dans le monde du travail et développa son engagement social et politique.

En 1917, alors qu'elle n'avait que 19 ans et qu'elle ne savait presque ni lire ni écrire, elle dirigea sa première grève à Lyon, où elle avait été évacuée en raison de la guerre.

De retour dans le Nord, elle rejoignit le Parti Communiste en 1923, et prit rapidement un rôle de dirigeante au sein des syndicats ouvriers du textile.

Lors des grandes grèves de 1936, Martha fut la seule femme à participer aux accords de Matignon.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle poursuivit son engagement contre l'occupation. Dénoncée par le préfet du Nord, elle est arrêtée par la Gestapo le 26 août 1941 à Lille. Elle est déportée en mars 1942 au camp de Ravensbrück.

Malgré les conditions de vie extrêmes, les femmes trouvent des moyens de résister à leurs geôliers en sabotant leurs outils de travail. Elle est atteinte du typhus.

Elle fait partie des 300 premières Françaises libérées en avril 1945. Le droit de vote et d'éligibilité ayant été accordé aux femmes en 1944, elle est élue aux élections de 1945 au conseil municipal de Lille.

Celle qui était surnommée "la pasionaria du Nord" a marqué son époque par son courage et son engagement pour la dignité humaine. Des associations et personnalités politiques demandent la panthéonisation de Martha Desrumaux, soulignant son rôle central dans la Résistance ainsi que la place essentielle des femmes durant la Seconde Guerre mondiale.





Les communistes ont joué un rôle essentiel dans la Résistance et dans la reconstruction de la France d'après-guerre. Le PCF, “parti des fusillés”, a contribué à l’élaboration du programme *Les Jours Heureux* du Conseil national de la Résistance. Sa mise en œuvre a prouvé qu’un modèle social ambitieux pouvait s’appliquer malgré un pays en ruine et une nation meurtrie par des années de guerre et de divisions.

Le programme du CNR, incarnant l'espoir d'une société plus juste, continue d'inspirer et de nourrir les débats d'actualité. À une époque où les inégalités sociales et économiques ne cessent de se creuser, il demeure un modèle pertinent pour repenser notre système. La bataille pour la justice sociale, l'égalité des droits et une redistribution équitable des ressources doit être poursuivie avec la même détermination qu’au lendemain de la Libération.

L’héritage des Résistant·es et du CNR, loin d’être un souvenir historique, est une invitation à poursuivre la lutte contre les obscurantismes et pour un avenir de paix et de progrès, à la hauteur des défis contemporains.